

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 16 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Carrières de la Troche

La Troche
56430 Tréhorenteuc

Références : UD35/2026-116
Code AIOT : 0005502879

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement Carrières de la Troche implanté LA TROCHE 35380 Paimpont. L'inspection a été annoncée le 19/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Carrières de la Troche
- LA TROCHE 35380 Paimpont
- Code AIOT : 0005502879
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la Troche est une carrière de schiste rouge exploitée par campagnes. Son autorisation a été renouvelée le 5 août 2025.

Thèmes de l'inspection :

Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Récolement	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Eau – surveillance du prélèvement	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Eaux souterraines – surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.5.1	Demande d'action corrective	1 mois
13	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 5.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Récolement	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.8.1
2	Récolement	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.8.2
4	Information et écoute des riverains	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.9.1
5	Plan	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.9
6	Localisation	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.1.2
7	Production	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.2
8	Eau – prélèvement	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.1.2
11	Eau – rejet	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.2.1
12	Eau – surveillance du rejet	Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.3.1
14	Clôtures	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
15	Panneau d'affichage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'autorisation d'exploitation a été renouvelée le 5 août 2025. Toutefois, l'exploitant n'a pas encore mis en œuvre l'approfondissement prévu.

L'exploitant n'a pas encore mis en place le nouveau circuit des eaux. Sa mise en place permettra de réaliser les suivis afin de mettre à jour l'étude de compatibilité dans les délais prévus par l'arrêté préfectoral (6 mois après la parution de l'étude régionale).

Elle devra s'accompagner de nouvelles pratiques, notamment concernant les mesures proportionnelles au débit au niveau du point de rejet et l'analyse des métaux prévus par l'étude régionale, que l'exploitant doit anticiper.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Récolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.8.1
Thème(s) : Situation administrative, Mise en service
Prescription contrôlée : L'exploitant notifie à l'Inspection des installations classées la date prévisionnelle de la poursuite d'exploitation, des installations objet de cet arrêté, au moins un mois à l'avance.
Constats : L'exploitant a présenté un courrier envoyé à l'Inspection des installations classées le 28 juillet 2025 indiquant une poursuite d'exploitation à partir d'octobre 2025. Il est à noter que ce courrier est antérieur à la date de signature de l'arrêté préfectoral d'autorisation, car un premier arrêté préfectoral d'autorisation avait été signé en mai 2025, celui d'août fait suite à une correction d'ordre administratif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Récolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.8.2
Thème(s) : Situation administrative, Récolement
Prescription contrôlée : Dans le mois qui suit la poursuite d'exploitation des installations, l'exploitant fait procéder, sous sa responsabilité et par une personne compétente, indépendante de celles impliquées dans la réalisation et l'exploitation des installations, à un récolement des prescriptions du présent arrêté et des textes réglementaires qu'il vise, excepté pour le réseau d'eaux. Pour ce dernier, le récolement des prescriptions du présent arrêté est réalisé, à l'issue de la réfection du nouveau circuit d'eau, incluant la suppression d'un des deux points de rejets, l'installation d'un bassin pouvant servir de réserve incendie, l'implantation du canal venturi et de la sonde de mesure de pH en continu, et au plus tard, avant le 1er octobre 2026.
Constats : L'exploitant a fait procéder à un récolement des prescriptions le 27 octobre 2025, conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Récolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.8.3
Thème(s) : Situation administrative, Récolement – transmission
Prescription contrôlée : Le compte-rendu du récolement est transmis à l'Inspection des installations classées dans les deux mois qui suivent la mise en service des installations. Il est accompagné, pour les prescriptions qui ne seraient pas satisfaites, d'un plan d'actions de mise en conformité qui précise, pour chaque prescription, la mesure palliative prise sans délai ainsi que la date d'achèvement de la mise en conformité dont le délai de réalisation n'excède pas trois mois.
Constats : Le compte-rendu du récolement a été transmis à l'Inspection des installations classées le 27 novembre 2025. Cependant, celui-ci n'était pas accompagné d'un plan d'action.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, le plan d'action suite au récolement des prescriptions. Les actions déjà menées seront précisées, ainsi que les délais prévus pour la réalisation des actions à venir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Information et écoute des riverains

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.9.1
Thème(s) : Situation administrative, Information et écoute des riverains
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une instance de concertation avec, a minima, les représentants de la mairie et les riverains. Cette instance est organisée sous la présidence de l'exploitant et de la mairie. Elle se réunit au moins une fois par an mais peut être organisée à une fréquence plus rapprochée en cas de besoin et à la demande de deux des trois parties. Sans préjudice des prescriptions relatives à l'information du public édictées par le code de l'environnement, l'exploitant établit et transmet aux acteurs concernés un bilan annuel des analyses et suivis réalisés dans le cadre du présent arrêté. L'exploitant rédige un compte-rendu pour tracer la bonne tenue des réunions et les décisions éventuelles prises lors de celles-ci. Ces compte-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Une réunion a eu lieu le 26 novembre 2026. L'exploitant, les mairies et les riverains y étaient représentés. Le compte-rendu a été remis à l'Inspection des installations classées le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.9
Thème(s) : Situation administrative, Plan
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ; les bords de la fouille ; les surfaces en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ; l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ; les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ; les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ; le positionnement des fronts et la progression du remblai ; la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau... telles que définies à l'article) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan est réalisé par un tiers qualifié, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état. Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de l'établissement et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté un plan du 29 octobre 2025 correspondant au relevé du 27 octobre 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est recommandé à l'exploitant de faire figurer sur le plan le schéma des eaux de la carrière (notamment le forage et le point de rejet).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Localisation
Prescription contrôlée : Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants (Cf. Annexe II du présent arrêté) : Paimpont parcelles BD 30p, 35p, 36, 37, 39p, 40, 57, 58, 59, 60, 51, 52, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86p, 135, 136 Tréhorenteuc parcelle ZA101
Constats : Les parcelles indiquées dans l'autorisation correspondent bien aux parcelles indiquées sur le plan de la carrière du 29 octobre 2025. Concernant la cessation partielle des parcelles BD41 et BD38p, l'exploitant ayant transmis les ATTES dans le cadre de l'autorisation environnementale, les parcelles n'ont pas été incluses dans l'arrêté d'autorisation d'août 2025. Sur site, il est constaté que la parcelle BD41 est bien clôturée et ne fait plus partie du site. La parcelle BD38 étant située en lisière de l'exploitation sur une partie forestière, elle est plus compliquée à visualiser sur site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Production
Prescription contrôlée : Production annuelle : 50 000 t Production moyenne sur 5 ans : 30 000 t
Constats : Pour 2025, l'exploitant indique une extraction de 8 297 tonnes, inférieures à celle autorisée par l'arrêté préfectoral. L'exploitant ayant utilisé des blocs extraits en 2024, sa commercialisation a été supérieure (31 764 tonnes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Eau – prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – prélèvement
Prescription contrôlée : Le lavage des matériaux minéraux est interdit sur la carrière. Les travaux d'extraction et de traitement des matériaux nécessitent le recours à un prélèvement d'eau pour les opérations suivantes : Arrosage des surfaces susceptibles de générer des envols de poussières (aspersion des pistes de circulation et brumisation des stocks au niveau de l'installation mobile de traitement) ; Nettoyage occasionnel des engins évoluant sur la carrière. Ces prélèvements sont réalisés à partir du forage (BSS000ZLNQ) situé à proximité de l'accès à la carrière. L'eau souterraine est pompée puis acheminée par canalisation vers le réseau d'asperseurs le long des voies de circulation et vers le dispositif de brumisation de l'unité de traitement. Le forage suivant est autorisé : Nom du forage et ressource en eau concernée : Forage n° 1 Localisation Coordonnées Lambert 93 (x, y et z) Code BSS BSS000ZLNQ Volume de prélèvement autorisé < 600 m3/an
Constats : L'exploitant indique que l'eau prélevée est utilisée pour le nettoyage des engins et l'arrosage des pistes. Le forage est visualisé le jour de l'inspection. Son numéro est affiché sur place.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Eau – surveillance du prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – surveillance du prélèvement
Prescription contrôlée : Un compteur volumétrique est mis en œuvre, au niveau du puits de pompage, pour évaluer les volumes annuels prélevés. Ces derniers sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection.
Constats : Le compteur a été installé en avril 2024. Les volumes prélevés mensuellement sont consignés dans un registre numérique visualisé le jour de l'inspection. En 2024, 140 m3 ont été prélevés à partir de l'installation du compteur en avril, l'exploitant estime le volume annuel prélevé à 145 m3. En 2025, 150 m3 ont été prélevés. En 2026, 124 m3 ont été prélevés en janvier et février. Une fuite s'est produite en fin d'année 2025, le volume correspondant s'élève à 440 m3. Toutefois, le jour de l'inspection, le compteur visualisé sur site indique un volume de 820 m3, ce qui ne correspond pas au total relevé par l'exploitant (140 + 150 + 124 + 440 = 854 m3).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est demandé à l'exploitant de clarifier les volumes relevés pour consolider son suivi des prélèvements. Il précisera à l'Inspection des installations classées, dans un délai d'un mois, les raisons de la différence de volume constatée. L'exploitant devra aussi veiller à respecter le prélèvement maximal pour 2026, le prélèvement s'élevant déjà à 564 m3 en mars pour un maximum annuel fixé à 600 m3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Eaux souterraines – surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines – surveillance
Prescription contrôlée : Les relevés du niveau de la nappe (en hautes et basses eaux) sont suivis pour vérifier le sens d'écoulement de la nappe, et surveiller l'évolution de la nappe au cours de l'approfondissement. La piézométrie de la nappe souterraine est réalisée à partir des ouvrages riverains identifiés et du forage de la carrière, selon une fréquence semestrielle (en hautes eaux et basses eaux). Le réseau de surveillance de la carrière comprend, sur l'emprise de la carrière, l'ouvrage suivant : Point de mesure : PZ1 N°BSS de l'ouvrage : BSS000ZLNQ Localisation par rapport au site (amont ou aval) : Entrée de carrière Aquifère capté (superficiel ou profond), masse d'eau : Nappe du Socle Profondeur de l'ouvrage (m) : 45 La poursuite des relevés permet de surveiller l'évolution de la nappe au cours de l'approfondissement. Elle est réalisée, a minima, au niveau des ouvrages, dont obligatoirement celui implanté sur l'emprise de la carrière. Le sens d'écoulement de la nappe est précisé, lors de chaque contrôle de niveau de nappe piézométrique. Le réseau de suivi piézométrique sous la responsabilité de l'exploitant est entretenu et protégé contre tout éventuel acte de malveillance. L'état des ouvrages privatifs est vérifié par l'exploitant en accord avec les propriétaires, au préalable de toute campagne de mesure.
Constats : Le point de mesure est situé au niveau du point de forage. Il s'agit d'un tuyau ouvert. L'exploitant indique que le suivi est effectué 2 fois par an, en avril et octobre. Le dernier suivi a eu lieu en octobre 2025 et le prochain aura lieu en avril 2026. Les résultats des suivis de 2024 et 2025 ont été présentés lors de l'inspection. Ils montrent peu d'évolution. Outre le point dans la carrière, le bureau d'études relève les niveaux d'eau de plusieurs puits et cours d'eau.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > Il est demandé à l'exploitant de fermer la tête du piézomètre. Il transmettra à l'inspection des installations classées un justificatif de réalisation dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – rejet
Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de collecter les effluents suivants. Les eaux pluviales collectées sur l'emprise de la carrière et le bassin versant intercepté par la carrière, ainsi que les eaux souterraines exfiltrées le long des fronts, qui sont drainées vers le carreau de la carrière L'excédent d'eau est drainé vers un trommel de rectification du pH, puis les bassins de décantation, avant rejet. Les eaux d'exhaure sont rejetées, après traitement, en un unique point dans le fossé bordant les parcelles référencées ZA n° 100 et 101 sur la commune de Tréhorenteuc, au nord de l'accès et des bâtiments. Ce fossé constitue l'unique point de rejet de l'établissement. Les réseaux de collecte des effluents générés par la carrière aboutissent à cet unique point de rejet externe qui présente les caractéristiques suivantes : Réf. : Pt N°1 Coordonnées Lambert 93 : X : 306 902 m Y : 6 780 804 m Nature des effluents : Eaux industrielles (sortie des bassins de décantation) Exutoire du rejet : Milieu naturel (fossé longeant la route d'accès à la carrière) Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective : masse d'eau du « Pont Perrin et ses affluents depuis la source jusqu'à la confluence avec l'Yvel » (Masse d'eau DCE n° FRGR1249) entre : Ruisseau de la Grenouillère (code Sandre : J8364700) et Ruisseau du Gué de Mony (code Sandre : J8364400) Conditions de raccordement : Autorisation
Constats : L'exploitant indique que le circuit des eaux prescrit par l'arrêté préfectoral du 5 août 2025 n'est pas encore en place. Cet arrêté préfectoral prévoit en effet que le récolement concernant le réseau d'eaux est réalisé avant le 1er octobre 2026. Le point de rejet n'est pour l'instant pas celui prévu par l'arrêté préfectoral, et le trommel de rectification du pH n'a pas encore été installé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Eau – surveillance du rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 3.3.1																							
Thème(s) : Risques chroniques, Eau – surveillance du rejet																							
Prescription contrôlée : <p>La qualité des eaux rejetées au milieu naturel est contrôlée pour les paramètres suivants : PH, matières en suspension (MES), température de l'eau, conductivité, demande chimique en oxygène (DCO), hydrocarbures totaux (HCT). L'émissaire, référencé point de rejet n° 1, est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement. Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré) : Point de rejet référencé n° 1</p> <ul style="list-style-type: none">•Température maximale : 30 °C•5,5 < pH < 8,5•Débit maximum horaire : 20 m3/h•La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. <table><tr><th>Paramètre</th><th>Code SANDRE</th><th>Rejet n° 1</th></tr><tr><td></td><td></td><td>Concentration maximale (mg/l)</td></tr><tr><td>pH</td><td>1302</td><td></td></tr><tr><td>Conductivité</td><td>1303</td><td></td></tr><tr><td>Matières en suspension totales (MEST)</td><td>1305</td><td>35</td></tr><tr><td>Demande chimique en oxygène (DCO)</td><td>1314</td><td>125</td></tr><tr><td>Hydrocarbures totaux (HCT)</td><td>7009</td><td>10</td></tr></table>			Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 1			Concentration maximale (mg/l)	pH	1302		Conductivité	1303		Matières en suspension totales (MEST)	1305	35	Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	125	Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	10
Paramètre	Code SANDRE	Rejet n° 1																					
		Concentration maximale (mg/l)																					
pH	1302																						
Conductivité	1303																						
Matières en suspension totales (MEST)	1305	35																					
Demande chimique en oxygène (DCO)	1314	125																					
Hydrocarbures totaux (HCT)	7009	10																					
Constats : <p>Le suivi est pour l'instant effectué au niveau de l'ancien point de rejet. L'exploitant a présenté les résultats du dernier suivi (11 décembre 2025) dont les résultats étaient conformes.</p> <p>> Il est rappelé à l'exploitant que les valeurs limites doivent être respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24h. Le nouveau circuit devra donc permettre de respecter cette prescription.</p>																							
Type de suites proposées : Sans suite																							

N° 13 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/08/2025, article 5.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens précisés comme ci-après : une réserve d'eau d'un volume minimum de 120 m ³ , constituée par les bassins d'eaux de ruissellement traitées, disponible en toute circonstance, et accessible aux services de secours, notamment pour d'éventuelles interventions et/ou exercices à l'extérieur du site. L'accès extérieur à ce bassin est rendu possible pour les services de secours. Un point de raccordement normalisé est défini, en accord avec les services de secours, et mis en place, au plus tard, 12 mois après la notification du présent arrêté. Les installations de la carrière sont pourvues d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. A minima, des extincteurs homologués et adaptés sont disposés dans chaque véhicule, ainsi que dans les locaux. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : La réserve d'eau a été installée mais n'a pas encore été réceptionnée par le SDIS.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : > L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans un délai de 6 mois, les justificatifs de réception par le SDIS de la réserve incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 14 : Clôtures

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : Le jour de l'inspection, la carrière est ouverte et les portails d'accès sont donc ouverts. L'exploitant indique qu'ils sont fermés chaque soir, interdisant l'accès à l'exploitation. Suite à l'incendie de juillet 2025, une partie des clôtures a été remplacée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Panneau d'affichage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Panneau d'affichage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
Constats : Le jour de l'inspection, un panneau d'affichage est présent indiquant la nouvelle autorisation de 2025.
Type de suites proposées : Sans suite